

Changer la "globalisation" ?

Posté le : 16 novembre 2016 10:25 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Crise systémique, Monnaies et changes, Europe de l'est, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

L'explosion en plein vol de l'économie baudruche qui a gonflé inlassablement à partir de l'abandon des disciplines de Bretton Woods en 1971 a eu comme première conséquence, que nous n'avons cessé de souligner dès 2008 et qui a été totalement sous-estimée par les commentateurs, l'arrêt des financements internationaux, chaque banque cherchant son salut dans son pré carré national et ses autorités de tutelles. L'arrêt de l'énorme spéculation sur les matières premières internationales, y compris le pétrole, associé au repli des banques, a désorganisé les flux commerciaux usuels.

Comme souvent, les mentalités ont été en retard sur les faits. On demande de partout une "pause dans la globalisation" alors qu'elle est largement arrêtée depuis plusieurs années !

Tout le monde n'a pas été aveugle :

"Le ralentissement prononcé de la globalisation est en partie conjoncturel, lié aux effets de la crise, ainsi qu'au ralentissement de l'économie chinoise". « Il est aussi le résultat de la multiplication des barrières aux échanges et du protectionnisme ainsi que des limites atteintes par la baisse des coûts du transport », ajoute Thomas Held, auteur d'un article annonçant en 2012 que « la déglobalisation a commencé ».

La campagne réussie de Donald Trump, venant après le Brexit, met à mal une autre vue conventionnelle : la "mondialisation néolibérale" aurait été une exigence des "Anglo-saxons". Pour une bonne partie des observateurs dans les médias ou les institutions officielles, "l'horreur de la globalisation" est née de l'élection de Thatcher et Reagan. Et on nous annonce une "horreur de la déglobalisation" associée à l'élection du "monstre" Trump...

Du coup, voilà qu'on demande de partout une "nouvelle globalisation". En France et à gauche, c'est Picketty qui s'y colle dans un article du Monde.

Pour lui il ne faut pas revenir au temps des replis, identitaires et économiques, mais lier les négociations multilatérales commerciales avec "des objectifs plus élevés". Le commerce : pouah ! Mais, puisqu'il en faut, assujettissons à son développement des objectifs dignes d'une humanité supérieure. Dans son esprit, la lutte contre le réchauffement climatique et les inégalités.

Il se trouve que nous-mêmes proposons depuis très longtemps de lier l'ouverture des échanges internationaux à une autre réforme : celle du système monétaire international. La solution est logique : un achat est toujours constitué d'un mouvement de monnaie et d'un mouvement de marchandise. On ne peut pas s'intéresser à un seul pan de la transaction, en imaginant que la monnaie est un "voile", une huile de graissage, permettant de faciliter les échanges. Si les échanges sont très déséquilibrés cela veut dire que des stocks d'excédents monétaires se forment et on sait très bien, notamment depuis Rueff, qu'ils provoquent des doubles hélices de crédits et poussent l'économie mondiale dans le fameux mode baudruche que nous avons connu pendant quarante ans, avec explosion finale. On doit donc associer le développement des échanges internationaux avec des institutions et des règles qui permettent la stabilité relative des changes, l'absence de spéculation désordonnée sur les monnaies, et l'atténuation des déséquilibres des échanges. Oui, CETA et

TAFTA auraient dû être associés à une refonte du système monétaire international.

Pour Picketty, obsédé par le contenu de l'assiette du voisin, ces questions ne se posent pas. Les inégalités sont le problème fondamental. Mais voilà, **la globalisation a provoqué une réduction des inégalités** :

« La globalisation a fortement réduit la pauvreté dans le monde et accru le niveau de vie dans tous les pays ouverts aux échanges, en particulier en Suisse. C'est elle qui a permis d'atteindre les objectifs de développement des Nations unies », renchérit Martin Eichler, chef économiste de BAK Basel.

Il est très difficile, pour un socialiste, de constater que les Républiques Socialistes de l'Est et de l'Orient avaient réduit leurs peuples à la misère de masse. Lorsque ces régimes sont tombés, comme l'URSS, ou se sont profondément réorganisés, comme la Chine et l'Inde, un énorme écart est apparu entre les niveaux de vie occidentaux et ceux de ces pays. Une femme vivant à la campagne en Ukraine ne gagnait pas plus de 100 euros par mois ; une paysanne collectivisée chinoise pas plus de 50. La fin des guérillas communistes dans les pays pauvres d'Afrique et d'Amérique du sud, a également permis une reprise de la prospérité. On a donc assisté à un rattrapage économique dans toutes ces nations qui s'est traduit globalement par une réduction massive de la pauvreté et des inégalités. Il faut vivre dans une bulle obsessionnelle pour ne pas voir que la globalisation est, historiquement, une baisse massive des inégalités mondiales et que ce rattrapage a eu pour conséquence des difficultés certaines pour les secteurs ouvriers occidentaux, mis en concurrence avec des pauvres bien décidés à rattraper leur niveau de revenu et de consommation. On peut analyser en partie le rejet de la mondialisation dans les pays développés comme une révolte des classes moyennes mises en concurrence avec les parties plus pauvres du monde. Si on n'avait pas connu 75 ans de socialisme, le besoin de rattrapage aurait été moindre et les tensions en Occident moins sensibles. C'est malheureusement le genre de constat, en dépit de l'énormité de son évidence, qui ne peut pas être simplement imaginé par un socialiste marxisant.

Non M. Picketty la question de la mondialisation n'est pas la création d'immenses inégalités, puisque ce sont les immenses inégalités imposées par le socialisme violent qui s'estompent avec la globalisation !

Quant au réchauffement climatique, il tient à tellement de comportements qui n'ont rien à voir avec les échanges commerciaux, qu'on ne voit pas ce qu'ils devraient faire dans une négociation commerciale. On retrouve là la tentation permanente des ONG de l'ONU de faire de la morale avec des instruments qui n'ont rien à voir. On l'avait déjà constaté avec la taxe Tobin, sujet technique, transformé, avec mauvaise foi, en instrument de financement de toute une série d'objectifs d'abord sociaux puis écologiques. Dans sa dernière formulation elle devrait permettre de financer la transition énergétique des pays du sud. Sortir le monde de la pauvreté d'un claquement de doigt n'est plus à la mode !

La COB 21 a démontré que des conférences internationales ad hoc avaient leur efficacité. Pourquoi détourner d'autres négociations pour traiter des mêmes questions ? Lorsqu'on parle d'échanges de produits, il est vrai que les normes de production interviennent, qu'elles soient de santé publique ou sociales (travail des enfants par exemple). Mais les négociations actuelles entre Occidentaux concernent essentiellement le secteur des services qui n'a aucune influence climatique avérée. Quant à la Chine, la question actuelle est de savoir s'il faut lui reconnaître le statut d'économie de marché, avec des conséquences de compétition aggravée et dans le système actuel, un risque aggravé de déséquilibres massifs. L'écologie n'a pas sa place dans cette discussion. En revanche les énormes excédents chinois, leur formation et leur emploi, ainsi que le choix de la monnaie internationale à utiliser en Europe pour échanger avec la Chine, sont des thèmes de discussions aussi majeurs que totalement mis à l'écart. Là est le scandale.

Il faut associer la relance de l'économie internationale à une refonte profonde du système monétaire international, avec condamnation effective des gros excédents et des gros déficits. Mais, décidément non. Il ne faut pas fourvoyer les discussions sur le commerce international et la globalisation des échanges dans des discussions qui ressortissent d'un autre registre.

Si on avait, dès le changement de stratégie économique de la Chine, imposé un contrôle de l'équilibre des échanges commerciaux et évité les énormes déficits américains et leurs excédents symétriques en Chine, la Chine aurait cru un peu moins vite et en contrôlant mieux sa pollution et les classes moyennes américaines auraient moins souffert, avec un dérapage moindre des inégalités de rémunérations. Les classes moyennes européennes aussi. Ce qui vaut pour la Chine vaut aussi pour tous les pays à rattrapage.

Réformer le système monétaire va donc dans le sens d'une moindre pollution et de moindres inégalités dans les pays développés. C'est à cette bataille-là que Picketty devrait se joindre, car là est le chemin.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile